

# Thairé

code INSEE : 17443

1 707 habitants

Communauté d'agglomération de La Rochelle



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W413) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : feuilles A4 avec un tour bleu et un numéro imprimé, reliées par une spirale blanche.

Couverture AMF couleur : « Cahier de doléances et de propositions », nom de la commune (imprimé) et « La numérotation correspond au nombre de témoignages recueillis, soit un total de 11 témoignages »

Motion AMF17 de soutien aux « Gilets jaunes » insérée.

NB : bordereau d'envoi à la Préfecture, daté du 21/2/2019, de l'original du « cahier citoyen » « dont le scan couleur vous a été envoyé par mail ce 21/02/19 à 9h11 ». Cachet arrivée à la Préfecture le 22/2/19.

11 contributions.

Liste des propositions dans le cadre du grand débat national – janvier 2019

Les réformes ne peuvent réussir sans justice.

Les réformes ne peuvent se faire si à chaque désaccord on laisse la rue paralyser notre Pays.

\*\*\*\*\*

Ne pas remettre en cause les mesures annoncées en décembre 2018 par le Président

On doit absolument mettre en cause notre modèle économique et notre **surconsommation** qui entraîne un gâchis de produits neufs inimaginable !!! et là peuvent se faire les économies dont notre société a besoin et surtout pas sur les services publics et les services de proximité afin de « fixer » les gens dans les zones rurales pour qu'ils puissent y créer du travail et ainsi ne plus se déplacer si souvent, ce qui permettrait les économies d'énergie recherchées. Il faut remettre en cause notre système économique et se poser vraiment la question de notre consommation : qu'est-ce qui est essentiel ? Et faut-il aller toujours vers plus de consommation des ménages ?

Nous savons que si la transition énergétique était audacieuse et globale de nombreux emplois pourraient en découler qui compenseraient les emplois perdus par la baisse de la consommation, il ne faut pas opposer économie et écologie et il faut le faire de façon simultanée.

Cela rejoint le problème des migrants, car les guerres poussent les gens à partir de chez eux, malgré eux (nous le ferions si c'était nous !), notre devoir d'humanité nous **oblige** à les accueillir. Mais les guerres vont s'intensifier si nous continuons à détruire notre planète, la première urgence est donc écologique. Il faut accueillir les gens qui ont besoin d'aide, c'est un enrichissement pour tous, en s'ouvrant on diminue les risques de guerres.

Bien sûr ce ne sont que des réflexions de profane, la politique doit tenir compte de tout le monde et de tous les facteurs, c'est pour ça qu'on vote pour des personnes à priori

8/10

CSG :  
La CSG rapporte 80 à 90 milliards d'€ / an.  
L'évasion fiscale est de l'ordre de 80 à 100  
milliards d'€ / an : **CHERCHER L'ERREUR !**  
Les retraités ne doivent pas avoir à payer  
cet impôt.

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [ ].

**1. Manuscrit, 5 lignes, 32 mots (femme)**

Le 12/01/18 [sic] [NOM Prénom]

Je demande :

- Le RIC.
- Suppression des privilèges des politiques.
- Diminution des salaires exorbitants des politiques.
- Prise en compte de vote blanc.
- Augmentation de la TTF.

[Signature]

---

**2. Dactylographié (feuille A4 découpée et collée), 35 lignes, 297 mots (femme)**

Doléances au Gouvernement

➤ SÉCURITÉ ROUTIÈRE :

Revenir à une limitation de vitesse à 90, car cette diminution à 80 n'a pas réduit considérablement les accidents (qui sont plus liés aux excès d'alcool ou de stupéfiants qu'à la vitesse) ; implanter des radars dans les zones vraiment à risques et non pas dans des endroits injustifiés qui sont juste là pour « faire du fric ».

➤ RETRAITE :

Arrêter de pénaliser les retraités à qui on demande plus qu'à tout autre de « faire des efforts ». Réévaluer le montant des retraites pour maintenir le pouvoir d'achat et supprimer la CSG.

Aider les femmes qui arrivent à la retraite souvent seules {divorce, décès de leur conjoint) et pas toutes avec un patrimoine immobilier, ont beaucoup de difficultés à subvenir aux dépenses de la vie courante. Ne serait-ce que pour trouver une location !

➤ SUCCESSION :

Réduire les frais de succession qui sont beaucoup trop élevés.

➤ AVANTAGES FISCAUX :

En matière « d'efforts à faire », commencer par faire la chasse aux avantages et privilèges accordés aux membres du gouvernement et aux anciens présidents (3 actuellement, entretenus par les Français).

➤ ÉCOLOGIE :

Limiter le programme éolien qui a beaucoup d'incidences négatives sur les ondes magnétiques nocives pour les humains, sur la faune, sur le paysage.

Ne pas tout miser sur « le tout électrique » en matière d'industrie automobile ; que ferons-nous de toutes ces batteries, qui deviendront à leur tour de vrais problèmes de recyclage (comme tous les dérivés du pétrole actuellement).

Interdire immédiatement (et non pas dans quelques années) tous les produits nocifs dans l'alimentation, les produits d'entretien et de cosmétiques (glyphosate, et toute la liste des additifs (E...), qui génèrent de plus en plus de malformations ou de maladies chez l'homme.

[Prénom NOM]

[Adresse]

[Signature]

---

**3. Dactylographié (2 pages découpées et collées), 90 lignes, 1078 mots (homme)**

Doléances (liste non exhaustive)

Fiscalité, rémunérations des postes au gouvernement, revenus annexes.

- Tout salaire est soumis à l'impôt.
- Rétablissement de l'ISF.
- Suppression du CICE.
- Plafonnement des prélèvements fiscaux à 25 % des revenus des classes faibles et moyennes.
- Diminution des salaires des membres du gouvernement.
- Versement d'une retraite comme tous les autres citoyens aux membres du gouvernement y compris le président de la République et annulation de tout autre type de versement ou avantage.
- Suppression des avantages accordés aux membres ou ex-membres du gouvernement (logement, hébergement – hormis Élysée –, transport non professionnel, transports professionnels par les moyens communs, pas de prise en compte des frais extra-professionnels (repas, obsèques, communications privées, etc.).
- Suppression des taxes lors des héritages.
- Récupérer les évasions fiscales de tout genre et de toute origine (paradis fiscaux, CAC 40, fausses déclarations, etc.).
- Supprimer les radars qui n'ont aucune répercussion sur la sécurité, revenir à une limitation à 90 au lieu de 80 km/h, harmoniser la limitation de vitesse sur les parcours pour éviter trop de changements inutiles, ne plus admettre de passe-droit pour quelque citoyen que ce soit.
- Supprimer les verbalisations par vidéosurveillance mais mettre à profit cet outil pour lutter contre l'insécurité.
- Réduire de manière drastique le nombre des avions de la présidence, des véhicules mis à disposition des membres du gouvernement.
- Réduire le personnel mis à disposition du président et des membres du gouvernement : chauffeurs, cuisiniers, personnel de service, etc.
- Limiter au strict minimum les services de protection des personnes.

SMIC, retraites, chômage, versements sociaux.

- Réévaluation du SMIC et des retraites pour rattraper la perte du pouvoir d'achat depuis le passage à l'euro.
- Versement du chômage aux vrais chercheurs d'emploi résidant en France et intensification de la répression du travail non déclaré.
- Suppression des aides aux migrants (avec réinstauration des frontières et expulsion de tous les immigrés sans papier).
- Versement d'un revenu minimum à tout citoyen français vivant sur le sol français qui ne peut vivre décemment.
- Allocations familiales à recalculer et distribuer mieux (suppression de cette allocation en cas de manquement au devoir d'éducation des parents).

Logements.

- Plan de construction de logements pour dynamiser le secteur du BTP, créer des emplois, lutter contre les hausses des loyers et de l'immobilier, offrir un toit aux Français les plus démunis en priorité, remplacer le bâti vétuste et dangereux en luttant contre le gaspillage.
- Taxer les habitations des classes les plus riches, les résidences secondaires, les achats immobiliers à l'étranger.

## Cahier de Thairé

- Sauvegarder et sauver les monuments historiques français en les entretenant, en les changeant de destination, en les valorisant et si possible en les rendant rentables.

### Lois et justice.

- Réécrire une constitution avec la participation du peuple, pour les intérêts du peuple.
- Revoir les modes de scrutin, tous les citoyens doivent être électeurs à tous niveaux sans vote par les grands électeurs.
- Sanctionner par une amende les abstentionnistes pour obtenir des élections représentatives.
- Simplifier la justice, réduire les durées des procédures, rendre les coûts des procédures abordables par tous les citoyens.
- Déclarer inéligible tout citoyen sanctionné pour fraude, détournement, parjure, rébellion contre la France, etc.
- Garantir à tout citoyen ses libertés.
- Toutes les grandes décisions devront faire l'objet d'un référendum pour laisser le peuple souverain.

### Union européenne et OTAN.

- Sortir de l'UE pour regagner notre souveraineté politique, économique, monétaire.
- Rétablir notre droit de battre monnaie (50 milliards d'€ d'économie par an).
- Annuler la dette qui n'a pas lieu d'être et est déjà largement remboursée (tout est fictif).
- Sortir du traité de l'Atlantique nord et ne plus engager l'armée française dans des conflits d'agression.

### Écologie.

- Arrêter le programme éolien qui n'est qu'un palliatif plus coûteux que productif, qui dégrade nos paysages, dont les nuisances pour la santé humaine et animale ne sont pas encore connues, qui ne peut remplacer les autres moyens de fourniture d'électricité, dont on ne sait pas évaluer le coût d'entretien et de recyclage après cessation d'activité.
- Cesser la mise en circulation de tout ustensile non biodégradable et revenir également aux consignes.
- Arrêter le programme et cesser la désinformation concernant le tout électrique notamment pour les voitures car la pollution engendrée est trop importante, la fabrication lie la France à la fourniture de denrées rares par d'autres pays, et surtout le carburant (essence ou fuel) ne pollue pas de manière aussi considérable mais en tout état de cause dans des proportions moindres par rapport aux gros aéronefs et paquebots.
- Interdire l'emploi de produits dangereux (pesticides, désherbants, engrais, etc.) et de métaux lourds dans l'agriculture, l'industrie notamment agro-alimentaire, la vie courante.

### Privatisations, fonction publique.

- Récupérer la gestion au niveau national pour le peuple des autoroutes, parkings, biens et services d'utilité publique. Il est aberrant que des sociétés privées fassent autant de bénéfices alors que cette manne pourrait alimenter les caisses de l'État.
- Augmenter le nombre d'enseignants, établir un programme scolaire en concertation, ne plus faire d'ingérence.
- Augmenter le nombre d'infirmiers, rétablir les établissements de contact dans les lieux isolés.
- Mieux prendre en compte les remboursements de médicaments, soins dentaires, aides auditives, prothèses diverses pour obtenir une prise en charge totale pour les classes à faible revenu.
- Revenir à un service postal digne de ce nom jusque dans les communes les moins bien desservies.

- Faire cesser les stationnements payants en centre-ville sans vraie compensation en termes de transport public (avec possibilité de transporter les cabas volumineux au plus près du véhicule parqué en périphérie) pour développer les petits commerces.

Flux de population, politique étrangère, frontières.

- Rétablir les frontières et remettre en poste des douanes.
- Ne plus accepter de flux migratoire impossible à accueillir et dont l'intégration dans nos modes de vie et nos coutumes est sujet à crise civilisationnelle.
- Expulser tous les migrants sans papier, les étrangers sans papier, les étrangers hors la loi.
- Cesser toute ingérence dans la politique et l'organisation de pays étrangers (en Afrique noire notamment).

Information et médias.

- Ouvrir la libre concurrence entre les médias et supprimer les subventions.
- Interdire les monopoles et imposer un seul nom aux médias regroupés par fusion, rachat, etc.

Banques, versement salaires.

- L'argent gagné appartient à son bénéficiaire qui en dispose selon sa volonté.
- Possibilité de versement des salaires en plusieurs fractions pour limiter les découverts des ménages ayant des difficultés de gestion (bimensuel, hebdomadaire).

[Manuscrit] [Prénom Nom]

[Adresse]

---

#### **4. Dactylographié (feuille bleu clair découpée et collée), 25 lignes, 272 mots (homme)**

##### **Expertise institutionnelle**

Les gouvernants ont assez souvent besoin de faire accepter des initiatives impopulaires (contraintes supranationales, priorités incontournables, ressources restreintes...). Des stratégies peuvent être adoptées pour vaincre les réticences des populations ; encore faut-il que les arguments avancés ne soient pas captieux : mensonges avérés et plus ou moins bien camouflés, mensonges par suggestion, voire par omission ; asservissement d'instances de pseudo-expertise priées de les accréditer. En effet, plus la vérité tardera à éclater, plus le rejet d'initiatives, si impérieuses qu'elles puissent être, sera catégorique et dommageable pour les peuples concernés.

Les autorités gouvernementales disposent d'instances institutionnelles ayant mission de les éclairer dans leurs domaines d'expertise respectifs. La norme AFNOR NF X 50-110 définit l'expert comme une « *personne [ou instance] dont la compétence, l'indépendance et la probité lui valent d'être reconnue apte à effectuer des travaux d'expertise* », ce qui implique **l'effectivité** de ces trois vertus, en particulier de l'indépendance qui doit être comprise dans une acception la plus large possible pour prévenir tous risques de conflits ou convergences d'intérêts : **financiers** (honoraires, salaires, indemnités, dotations perçus ou alloués...), **professionnels** (relations hiérarchiques ou tutélaires, mandats exercés, partenariats, conventions, missions, engagements contractuels...), **personnels** (liens de parenté, connivences, camaraderies, esprits de corps...), **psychologiques** (renommée, prestige attaché aux fonctions exercées ou aux responsabilités assumées, convictions, prises de positions antérieures...), etc.

Il conviendrait, à défaut de pouvoir l'annuler, de minimiser tout risque d'immixtion politique dans le champ de l'expertise elle-même. Seraient imposés :

- La **neutralité** de l'expression des demandes d'expertise,
- Les **choix** des instances d'expertise sollicitées,
- Les évaluations et attributions de **crédits** alloués à ces instances,
- La **publicité** des rapports d'expertises.

[Signature]

[Prénom Nom]

[Adresse]

---

**5. Manuscrit (encre violette), 33 lignes, 229 mots (homme)**

Thairé, le 14 janv. 2019

**RETRAITES :**

Revalorisation de toutes les retraites (vieillesse-complémentaires) par un alignement sur l'augmentation du coût de la vie.

**TVA :**

Taux de 5 % sur tous les produits et services de 1<sup>ère</sup> nécessité : nourriture, transports, santé, etc.

**CSG :**

La CSG rapporte 80 à 90 milliards d'€ /an. L'évasion fiscale est de l'ordre de 80 à 100 milliards d'€ /an : **CHERCHER L'ERREUR !** Les retraités ne doivent pas avoir à payer cet impôt. Pourquoi le ministère de Bercy n'embauche pas les agents nécessaires pour mettre fin à cette évasion fiscale ? Le coût de ces nouveaux emplois serait dérisoire comparé au « retour sur investissement » !

**IMPÔTS LOCAUX :**

Ils doivent être justes et maintenus. Les municipalités sont en train de perdre totalem le contrôle des investissements et dépenses communales (l'État paiera quand il voudra !). Les communes doivent redevenir le lieu principal de vie sociale où les citoyens peuvent garder le contrôle de la vie en collectivité.

**LES ÉLUS :**

Point d'étape à mi-mandat. Ils sont révoqués si leurs engagements ne sont pas respectés.

**INTERNET :**

Le tri haut débit pour tous, tout de suite.

**VOIRIES :**

Entretien qualitatif et permanent des routes : première étape vers la sécurité de circulation.

**ASSEMBLÉE CONSTITUANTE :**

Comme en 1789, convocation d'une Assemblée constituante pour l'élaboration de la constitution de la VI<sup>e</sup> République.

[Prénom NOM]

**6. Dactylographié (5 pages agrafées, plusieurs couleurs), 175 lignes, 2413 mots**

Liste des propositions dans le cadre du grand débat national janvier 2019

Les réformes ne peuvent réussir sans justice.

Les réformes ne peuvent se faire si à chaque désaccord on laisse la rue paralyser notre pays.

-----  
**Ne pas remettre en cause les mesures annoncées en décembre 2018 par le président**  
-----

**1) Nos impôts, nos dépenses et l'action publique**

• **Tout le monde devrait payer un impôt sur ses revenus :**

Même « symbolique » (exemple : tranche 0 à 10 000€ à 1 %) et ainsi chacun aurait conscience de participer au financement de l'entraide et de la solidarité nationales. Évidemment il faut réajuster les autres taxes et impôts pour rééquilibrer, en particulier une CSG progressive. Il faut encore moins taxer les petits salaires et les plus nécessiteux.

• **Renforcer la chasse aux fraudeurs :**

Industriels, GAFA, dirigeants CAC 40, sportifs, rentiers, professions libérales, commerçants... tous revenus venant d'activités ou de rentes acquises sur le territoire français doivent faire l'objet de paiement des taxes dues ou, dans le cas contraire, les récalcitrants doivent être lourdement réprimés.

Les moyens :

- Prélèvement à la source quand c'est possible, limitation (interdiction) des transactions en liquide.
- Harmoniser les codes des impôts au niveau européen pour éviter l'exil fiscal.
- Rendre impossible les exils vers les paradis fiscaux européens donc certains membres de l'UE : Liechtenstein, Andorre, Luxembourg, Monaco, Suisse, Irlande, Malte, Pays-Bas... et autres régions sous tutelle du Royaume-Uni, à l'instar de l'île de Man, des îles Caïmans et des Bermudes. L'UE doit éradiquer les paradis fiscaux.

• **La juste taxe là où les profits sont importants (en particulier les entreprises du CAC 40)**

**D'après le rapport Oxfam la croissance bénéficie aux dirigeants, aux actionnaires mais pas aux salariés et la contribution à l'impôt n'est pas à la hauteur.**

***Suivant le rapport Oxfam janvier 2019 :***

Les entreprises du CAC 40 : + de bénéfice + de distributions aux actionnaires + de rémunération pour les dirigeants – de salariés – de taxes.

Le taux de distribution des profits des entreprises aux actionnaires a atteint 67,4 % soit le taux le plus important parmi les principales places boursières mondiales. Par contre moins d'employés et moins de taxes.

La rémunération des dirigeants a crû de 46 % entre 2009 et 2016, soit deux fois plus vite que la moyenne des salariés.

La hausse de la rémunération des salariés des entreprises du CAC 40 a été quatre fois moins forte sur la période 2009-2016 que celle des actionnaires.

Le rapport d'Oxfam et Basic de mai **2018 identifie 1454 filiales des sociétés du CAC 40 dans des paradis fiscaux ou juridiques** en 2016, soit 85 de plus qu'en 2008.

En 2017, les entreprises du CAC 40 ont déclaré 9,65 millions d'euros de dépenses de lobbying à Paris, 26,95 millions d'euros à Bruxelles, et 22,2 millions de dollars à Washington afin d'influencer les

parlements, congrès et cabinets ministériels. Le chiffre réel pourrait néanmoins être beaucoup plus élevé.

- **Augmenter les impôts de manière raisonnable [sur] les très hauts revenus**

Au-delà de 300 000 € de revenu, créer une nouvelle tranche à 49 %.

Augmenter la contribution exceptionnelle haut revenu existante de 1 % (article 223 du CGI), passer la taxe de 3 % à 4 % et celle de 4 % à 5 %.

- **Revoir la grille de salaire des hauts fonctionnaires, parlementaires, etc.**

Limiter les cumuls salaire-retraite (est-ce raisonnable que M. Toubon ait des revenus mensuels de 30 000 € (cumul salaires + retraites) ?

Il faut bien entendu payer les « gens de valeur » raisonnablement sinon ils se détourneront de la fonction publique.

- **Revoir le système de retraite des anciens présidents, ministres, sénateurs, hauts fonctionnaires, élus, etc.**

Dans le cadre de la réforme des retraites, revoir également (harmoniser avec celles des citoyens ! Exemplarité !) celle des élus et fonctionnaires de tout bord. En particulier limiter le montant des cumuls. Un système unique.

- **Les économies prioritaires à faire (supprimer certains services publics dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité)**

Un préalable pour supprimer ou créer un service public : une large information et concertation au niveau local.

Prioriser le regroupement (éviter la suppression) de certains services administratifs en sous-activités dans les petites villes, villages voire quartiers en assurant des permanences (regrouper par exemple à la mairie ou dans un lieu centralisé le service postal, service des impôts...).

Redimensionner certains services : taille et fréquence des bus, des trains à ajuster par rapport au trafic. Trop de trains et de bus régionaux en dehors des heures de pointe circulent presque à vide.

- **Besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?**

Transport :

- Le système des lignes de chemin de fer en étoile convergeant presque toutes vers Paris est très pénalisant pour les déplacements de province à province.
- Limitation 80 km/h n'est pas justifiée sur certaines routes – revenir à 90 km/h et limiter les routes étroites et/ ou dangereuses à 80 km/h voire moins.

- **Notre modèle social**

L'école :

- Réduire les effectifs à 22 max dans les écoles primaires.
- Aider les ménages en difficulté par des activités périscolaires – égalité des chances des enfants.
- Les moyens mis pour le nouveau Service National Universel (1 M€ ?) devrait être intégré dans les programmes de l'éducation nationale (prise en compte de mixité sociale en réalisant des activités entre lycées professionnels et généraux, banlieues/centres-villes, etc. ...)
- Un vaste programme de logements universitaires (bas coût) dont tous les étudiants boursiers devraient pouvoir bénéficier.

La pauvreté :

Cibler les ménages les plus vulnérables par un système tel que la prime pour l'emploi versée sous condition de revenu qui garantisse la décence (avantage : ne pèse pas sur l'emploi par rapport au

coût du travail). Le système doit encourager le travail.

Les minima sociaux doivent être indexés sur le coût de la vie. Un équilibre entre possibilité de vivre décemment et motivation pour la recherche d'un emploi.

Les retraites (en particulier les petites) doivent être indexées sur le coût de la vie.

### Emploi

Le fonctionnement du pôle emploi doit être revu. Difficultés pour les inscrits à avoir des rendez-vous. Privilégier le contact humain à Internet.

Travailler avec les demandeurs d'emploi sur la mobilité fonctionnelle et y associer les moyens de formations adaptées et des stages non fourre-tout pour occuper les gens ou remplir de sessions.

### Santé :

La couverture médicale Hôpital-Maternité-Cabinets médicaux doit être revue dans « déserts médicaux » tout en assurant un service de qualité.

Revoir le numerus clausus en médecine. Instaurer un système moins limitatif qui permette à des médecins formés en France de couvrir la demande.

Solutions : continuer à multiplier des maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP) (174 en 2012 à un millier en 2017).

Instaurer des mesures incitatives à l'installation en zones déficitaires ; et intervenir sur la formation des médecins et mettre en œuvre des incitations pour les encourager à couvrir l'ensemble des besoins sur TOUT le territoire.

Décharger les urgences des hôpitaux des « petits bobos » avec des permanences dans les maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP). Réinstaurer un système de médecin de garde, comme le faisaient les médecins de campagne par le passé ou tel que SOS Médecins.

## **2) l'organisation de l'État et des collectivités publiques**

### **• Échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales**

Communes : il y en a trop. Regroupement nécessaire au niveau des petites communes ; mise en commun de moyens.

Départements : conserver la notion de département.

Régions : optimisation de l'organisation et réduction des coûts de fonctionnement des régions suite à la dernière définition des 12 régions en métropole (quel retour d'expérience ? À ce jour, quel gain ?).

### **• Décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens**

La décentralisation doit être accompagnée des moyens aux entités en charge pour remplir de nouvelles missions. Travaillons déjà sur le périmètre avec les moyens importants tels que définis actuellement. En 2015, la fonction publique territoriale comprenait près de 1,9 million d'agents, soit environ 35 % des effectifs de la fonction publique. Les communes et les communautés de communes emploient l'essentiel des fonctionnaires territoriaux (plus de 1,5 million).

-> À périmètre égal travailler sur l'efficacité des organisations et des ressources.

## **3) La transition écologique**

### Déplacement-Transport :

- Développer la recherche pour les transports individuels non polluants.
- Avant de parler de changer de véhicule, il faut mettre sur le marché des véhicules non polluants à des coûts raisonnables pour les consommateurs.
- Donner des délais pour interdire l'usage des véhicules hors norme et des mesures incitatives.

- Redimensionner certains services : taille et fréquence des bus, des trains à ajuster par rapport aux besoins (augmenter la fréquence et diminuer la capacité). Trop de trains et de bus régionaux en dehors des heures de pointe circulent presque à vide.
- Instaurer une taxe pour les transports routiers étrangers payable aux frontières (type vignette suisse ou autrichienne pour les autoroutes par exemple).
- Redynamiser le ferroutage voire le rendre obligatoire pour certains transports longues distances.

#### Économie d'énergie :

L'énergie vraiment propre est celle que l'on ne consomme pas.

- Les normes d'isolation des bâtiments neufs et des rénovations (habitation, bureau et bâtiments industriels), les équipements de production de chaleur ou d'électricité doivent garantir leur autonomie énergétique.
- Mettre à disposition des services gratuits aux particuliers et aux entreprises pour étudier les moyens techniques d'économie d'énergie (isolation, production d'énergie renouvelable, type de chauffage, type de contrat de fourniture...) à mettre en œuvre dans les logements anciens et les financer par des prêts subventionnés par l'État (intérêt 0 %) avec des durées de remboursement basées sur les économies réalisées.  
Mettre en place un système de garantie en cas de surcoût global.

#### Production d'électricité :

Le renouvelable (éolien - photovoltaïque - hydraulique).

Encourager le renouvelable en facilitant son implantation en simplifiant les démarches administratives. Le renouvelable reste coûteux et il ne peut que rester « marginal » par rapport à la production globale du fait de l'irrégularité de sa production. À moins de construire des STEP (station de transfert d'énergie par pompage) sur les sites où c'est techniquement possible. Mais comment aujourd'hui faire un grand chantier sans éveiller les contestataires de tout poil en particulier les ZADISTES.

**Le renouvelable**, pas plus que les autres sources de production n'est transparent pour l'environnement (bilan carbone et traitement des déchets...) et en plus il est très coûteux (82 € le MWh éolien). L'irrégularité de la production (fonction du vent, de l'ensoleillement, de la pluviométrie) nécessite des moyens additionnels de production bien souvent thermiques pour compenser.

**Une solution existe pour réguler la production en fonction de la consommation avec des moyens de production alternatifs : le stockage d'énergie.**

**Par batteries, c'est impossible étant donné les puissances en jeu. Par contre la mise en œuvre de barrage type STEP** (station de transfert d'énergie par pompage) peut être utilisée en fonction de la production des autres centrales et de la demande sur le réseau électrique, soit pour produire de l'électricité (en turbinant l'eau comme une usine hydroélectrique classique), soit pour stocker de l'énergie potentielle en inversant le fonctionnement des turbines. Il en existe déjà 6 en France.

**Le nucléaire** qui assure une production à bas niveau de carbone et à un coût raisonnable.

Le niveau de production nucléaire doit être défini en fonction :

- De la durée de vie dans un état sûr des installations actuellement en opération.
- Du coût de la production/maintenance-combustible.
- De l'équilibre capacité de production-consommation.
- Du niveau de production des autres équipements disponibles.

Dans les 50 prochaines années, la production d'électricité nucléaire doit rester importante (au moins 50 %). Il faut aussi préparer au niveau régional l'après nucléaire et par quoi on le remplace ?

**Le thermique** (de l'ordre de 6 % de la production en France) .

Ne conserver que ce qui est indispensable pour l'équilibre du réseau (c'est déjà le cas : exemple, la centrale de Cordemais pour la Bretagne).

#### **4) Redonner plus de force à la démocratie et la citoyenneté**

- **Reconnaître le vote blanc**

Oui - cela pourrait ramener vers les urnes certains abstentionnistes.

- **Rendre le vote obligatoire**

Non - par contre il faudrait, lors des recensements, rendre obligatoire l'inscription des citoyens en âge de voter non-inscrits sur les listes électorales. Cela inciterait quelques négligents à se diriger vers les urnes.

- **Dose de proportionnelle aux élections**

L'introduction d'une simple « dose » de proportionnelle de l'ordre de 20 %, soit une (grande) partie des députés toujours élus en circonscriptions (80 % dans des circonscriptions redécoupées et donc nécessairement plus vastes) alors qu'une proportion (20 %) se répartirait les sièges restants à la proportionnelle, via une liste nationale.

- **Limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus, rôle [de] nos assemblées**

Oui, il faut limiter le nombre d'élus de 20 % (passer de 577 députés à 460 et 348 sénateurs à 280). Les circonscriptions devront donc être plus larges.

- **Évolutions pour rendre la participation citoyenne plus active**

Le CESE (233 conseillers) à renforcer dans sa capacité d'interface entre parlementaires, élus locaux et citoyens pour rendre la démocratie plus participative.

Je suis contre le tirage au sort, **ou alors tirage au sort sur un panel de volontaires dans le cadre des activités du CESE eu au niveau local.**

**Je suis contre le RIC.** Le référendum ne peut être utilisé qu'exceptionnellement, que pour des questions « simples » ou la réponse est OUI ou NON sans ambiguïté. C'est le président qui doit le décider.

- **Immigration**

Immigration provoquée par les guerres (y compris guerres civiles et réfugiés politiques), ne peut pas faire l'objet d'objectif annuel défini par le Parlement. **L'obligation de solidarité envers ces réfugiés ne peut se traiter qu'au niveau européen.** Personne n'a la main sur le flux entrant.

Pour les réfugiés économiques et climatiques, un large programme devrait aussi être mis en œuvre au niveau européen et mondial pour aider les pays en difficultés au plus près des populations et les aider à trouver des solutions sur place. Exemple : accélérer l'électrification des campagnes africaines et américaines du Sud pour rendre possible de nouvelles activités dans ces régions.

- **Laïcité française**

**Faire strictement appliquer les textes en vigueur :**

Appliquer, respecter (et faire appliquer et respecter) strictement les trois principes et valeurs de la laïcité : la liberté de conscience et celle de manifester ses convictions **dans les limites du respect de l'ordre public**, la séparation des institutions publiques et des organisations religieuses, et l'égalité de tous devant la loi quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions.

**C'est le rôle (à renforcer) de l'école et des institutions.**

\_\_\_\_\_

**7. Manuscrit, 18 lignes, 131 mots**

- Augmentation du pouvoir d'achat.
  - Diminuer l'inflation des prix de l'alimentation.
  - Diminuer les taxes en général.
  - Pas d'obligation d'augmentation de salaires ou de primes à tout va mais obligation de vivre décemment avec son salaire.
- Arrêt de la désertification des zones rurales :
  - Favoriser les transports en commun.
  - Diminution des prix voire gratuité pour les déplacements en ville afin d'accomplir des tâches administratives.
  - Maintien des commerces et des centres administratifs, écoles, etc.
  - Ramener les entreprises, industries au cœur des zones rurales.
- Au niveau de la législation :
  - Concertation du peuple sur les futures élections.
  - Prise en compte des votes blancs.

Rétablissement de l'ISF et plus de prise en compte des classes moyennes.

Moins d'actions sociales pour certaines catégories de personnes.

---

**8. Dactylographié (2 pages agrafées), 65 lignes, 800 mots**

**La première urgence est écologique et environnementale.**

À quand un plan global (national et européen car c'est là que s'expriment nos votes), de transition énergétique cohérent et audacieux qui tienne compte de tous les facteurs écologiques et économiques ?

C'est seulement ainsi qu'on pourra avoir un avis éclairé sur les différents sujets.

À titre d'exemple je cite :

- 1) l'implantation des éoliennes, des panneaux solaires... Oui je suis favorable, mais comment sont choisis les lieux d'implantation ? Est-ce parce que tel propriétaire veut bien louer son champ ? Ou bien étudie-t-on les endroits les moins nuisibles pour le paysage et la faune ? (par exemple le long d'une autoroute ou de lignes à haute tension ou dans une zone commerciale... Pourquoi ne pas exiger des panneaux solaires sur des hangars, sur des centres commerciaux et non sur les maisons de caractère... ?
- 2) La biodiversité et les pesticides. On sait les drames que ces produits provoquent sur la faune et sur l'être humain. Qu'attend-on pour les interdire et mettre en place un plan d'aide efficace pour que les agriculteurs puissent arrêter ces produits ?
- 3) Le ferroutage ? Où en est ce projet ?... (même si c'est difficile à mettre en place, ne serait-ce pas une des solutions au réchauffement climatique ?). On attend de nos gouvernants qu'ils soient courageux et osent s'opposer aux lobbies.

On doit absolument mettre en cause notre modèle économique et notre **surconsommation** qui entraîne un gâchis de produits neufs inimaginable !!! et là peuvent se faire les économies dont notre société a besoin et surtout pas sur les services publics et les services de proximité afin de « fixer » les gens dans les zones rurales pour qu'ils puissent y créer du travail et ainsi ne plus se déplacer si souvent, ce qui permettrait les économies d'énergie recherchées. Il faut remettre en cause notre système

économique et se poser vraiment la question de notre consommation : qu'est-ce qui est essentiel ? Et faut-il aller toujours vers plus de consommation des ménages ?

Nous savons que si la transition énergétique était audacieuse et globale de nombreux emplois pourraient en découler qui compenseraient les emplois perdus par la baisse de la consommation ; il ne faut pas opposer économie et écologie, et il faut le faire de façon simultanée.

Cela rejoint le problème des migrants, car les guerres poussent les gens à partir de chez eux, malgré eux (nous le ferions si c'était nous !), notre devoir d'humanité nous **oblige** à les accueillir. Mais les guerres vont s'intensifier si nous continuons à détruire notre planète, la première urgence est donc écologique. Il faut accueillir les gens qui ont besoin d'aide, c'est un enrichissement pour tous, en s'ouvrant on diminue les risques de guerres.

Bien sûr ce ne sont que des réflexions de profane, la politique doit tenir compte de tout le monde et de tous les facteurs, c'est pour ça qu'on vote pour des personnes a priori compétentes qui doivent avoir un **engagement moral** avant leurs propres intérêts. La démocratie s'exerce sous le contrôle de tous. Pour utiliser notre droit d'expression, pourquoi pas un tirage au sort de citoyens, régulièrement renouvelé, pour participer aux différentes commissions qui travaillent sur les lois (exemple : des personnels soignants et des usagers en ce qui concerne les problèmes liés à la santé ; des enseignants, des éducateurs et des parents pour l'éducation ; des agriculteurs et des consommateurs pour l'agriculture, et pareil dans tous les domaines : justice, banlieues, emploi, culture, urbanisme, etc.).

Et en ce qui concerne la fiscalité il est évident qu'il faut arriver à faire payer les multinationales qui ne paient pas les impôts qu'ils doivent dans le pays où ils font du profit (c'est aussi valable pour bien d'autres que les multinationales d'ailleurs) et lutter **activement** et efficacement contre l'évasion fiscale.

En dernier lieu, j'évoquerai la **solidarité** qui n'est pas très présente dans les débats. La société est une collectivité et nous nous devons respect et assistance, mais pour cela il doit y avoir un minimum de justice sociale. Faut-il vraiment que nous soyons tous, sous prétexte d'égalité, remboursés de la même manière par la Sécurité sociale pour les produits pharmaceutiques, que les allocations familiales, chômage, soient au même taux pour tous, que la TVA soit pour tous les produits et pas seulement pour les produits de luxe ?...

C'est tellement injuste de demander des efforts aux plus petits alors que des milliardaires ne paient pas leur dû. Sauver la démocratie passe par ce chemin-là en premier.

On n'arrivera pas à une transition énergétique sans se mettre chacun en cause sur nos consommations, sans tenir compte des plus faibles, et accepter de s'opposer aux pressions des lobbies. Faut-il toujours faire plus de profit ?

C'est du courage politique qu'on attend de vous, nos gouvernants !

---

**9. Manuscrit (encre bleue), 5 lignes, 56 mots**

- Rendre les personnes responsables et non assistées en redonnant le goût du travail et le sens du travail et des valeurs.
- Redévelopper les petits emplois plutôt que de payer une personne au chômage ou aider à leur réinsertion en imposant aux chômeurs de longue durée le nettoyage des plages, des villages et des forêts.

[Signature]

---

**10. Dactylographié (2 pages agrafées), 65 lignes, 636 mots (homme)**

M. [NOM Prénom]  
Officier en retraite  
Chevalier de la Légion d'honneur

Ne pouvant être présent à aucune des réunions citoyennes, je tiens néanmoins à m'exprimer sur l'actualité. Je ne suis pas « Gilet jaune » mais je partage un certain nombre de leurs revendications, et je trouve légitime que le citoyen que je suis participe à ce qui se passe actuellement en France.

Très souvent, la justice ou les parlementaires appuient leurs décisions en argumentant sur la France « pays des droits de l'homme ». Mais de quel homme parle-t-on ? Certainement pas de celui qui porte la France dans son cœur en respectant ses lois, sa culture, et sa devise présente sur les frontons de nos mairies. Enfin celui qui met en premier ses Devoirs et non ses droits. C'est peut-être en négligeant tous ces Français que nos politiques tombent souvent dans le laxisme et la démagogie.

De nombreux sujets défendus par les Gilets jaunes m'interpellent, mais j'ai choisi d'en développer trois qui sont : la politique du chômage, la lutte contre la radicalisation dans les prisons et enfin la politique de l'émigration.

**Le chômage**

L'allocation chômage doit être dans tous les cas inférieure à la rémunération d'un emploi. Prenant en compte dans ce calcul toutes les dépenses supplémentaires de celui qui travaille (carburant, garderie, nounou, moins d'aides sociales...).

Obligation de prendre un emploi dans ses compétences après trois propositions dans son bassin géographique sous peine de se voir retirer ses allocations ; il est aberrant de voir des offres d'embauches dans différents domaines non pourvues alors que la ressource existe localement.

Toute action qui tente à se soustraire illégalement à un emploi doit être sévèrement punie de même que le travail au noir ou la fraude, grâce à des contrôles renforcés.

**Les prisons**

Il doit être étudié le retour dans leur pays d'origine de tous les prisonniers étrangers. Ce qui sera une première réponse au manque de place dans nos établissements pénitentiaires. La négociation doit être engagée avec les différents gouvernements, quitte à limiter nos aides financières et rediscuter nos accords économiques ou de défense.

Identifier les prédicateurs et les prisonniers présentant un risque de radicalisation pour interdire l'action des premiers. Surveiller, réaliser des actions pédagogiques pour les seconds et surtout éviter tout contact entre eux.

Pour limiter les signes distinctifs et ostentatoires de chaque communauté et favoriser leur action et leur rapprochement, le port d'un uniforme et l'interdiction de porter la barbe doivent être instaurés.

**Immigration**

L'immigration n'est autorisée qu'à ceux qui sont menacés de mort et qui le prouvent pour leurs opinions politiques, philosophiques et religieuses ou parce que la situation économique réelle dans leur pays ne leur permette pas de survivre.

Ne plus accepter l'immigration massive des Africains venant de pays où le PIB est en progression constante et où les conditions de vie sont tout à fait acceptables et la démocratie en bonne voie. Notamment la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest (*j'ai vécu pour raisons professionnelles 12 ans dans la plupart de ces pays*). Refuser et combattre fermement l'immigration « RSA et avantages sociaux » comme le disent elles-mêmes les mamans africaines...

Limitier l'arrivée des réfugiés des pays en guerre aux vieillards, aux femmes et enfants de moins de 18 ans. Les autres doivent rester dans leur pays pour y combattre et regagner leur liberté pour faire revenir ultérieurement leur famille. Que serait-il arrivé si la jeunesse française avait déserté la France en 1940 face aux hordes barbares.

**Conclusion :**

Il est bien évident que mon propos n'est pas exhaustif et que chaque sujet mérite une réflexion et un développement approfondi et plus complet, prenant en compte des arguments et des points de vues différents pour faire avancer la réforme de notre système de fonctionnement avec toujours pour but ultime de mieux vivre ensemble serein et fier dans un pays apaisé.

[Nom]

[Signature]

---

**11. Manuscrit, 8 lignes, 62 mots (homme)**

Je suis opposé à la non-indexation des pensions de retraite sur l'évolution de l'indice des prix. Surtout que même en suivant l'évolution, il y a toujours un décalage qui se traduit par une perte du pouvoir d'achat.

Le fait de prévoir pour les deux ans à venir une revalorisation de 0,3 % revient sans le dire à minorer les pensions de retraite.

[Prénom NOM@

[Signature]

[Adresse]

[FIN]